

Maitre d'ouvrage



Commune de Maincy
3, Rue A. Sommier
77950 MAINCY

Tél. : 01.60.68.17.12
Email : mairie.maincy77@wanadoo.fr



JMF Ingénierie
5 allée Maurice Ravel
77 370 NANGIS
Tél. : 09 79 20 87 12
Email : jmf-ingenierie@wanadoo.fr

DCE
CCTP

Lot n° 00
Préambule valable pour
tous les corps d'état
Construction du City Stade
Rue A et E Sommier
77950 MAINCY

Avril 2021



SOMMAIRE

1. EXPOSE DU PROJET	3
1.1. PREAMBULE	3
1.2. TRANCHES.....	3
2. DECOMPOSITION PAR LOTS.....	3
3. PRISE DE POSSESSION	4
3.1. PREAMBULE	4
3.2. FORMALITES PRELIMINAIRES, OBTENTIONS DES AUTORISATIONS	4
3.3. VISITE DU SITE.....	4
3.4. ETAT DES LIEUX – CONSTAT CONTRADICTOIRE.....	4
3.5. COMPTE PRORATA	5
3.6. PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS ET AVOISINANTS	5
3.7. VOIES D’ACCES ET AIRES DE STOCKAGE.....	5
3.8. INSTALLATION DE CHANTIER	5
3.9. LIMITATION DES NUISANCES.....	6
3.10. AFFICHAGE PUBLICITAIRE.....	6
3.11. MOYENS DE SERVICE	6
3.12. ASSAINISSEMENT.....	6
4. VOIES PUBLIQUES	6
5. IMPLANTATIONS	7
6. TRAITS DE NIVEAUX, TRACAGE.....	7
7. PANNEAU DE CHANTIER.....	7
8. RESEAUX EXISTANTS	7
9. C.C.T.P.....	8
10. CONNAISSANCE DES AUTRES CORPS D'ETAT, LIMITE DES PRESTATIONS	8
10.1. GENERALITES	9
10.2. NOTION DE FORFAIT DE L’OFFRE.....	9
11. PROVENANCE DES MATERIAUX ET ARTICLES IMPOSES	9
12. TROUS, SCHELLEMENTS, PERCEMENTS, CALFEUTREMENTS, FOURREAUX.....	9
13. CONTROLE ET ESSAIS	10
14. MISES HORS D'EAU-HORS D’AIR PROVISOIRES	10
15. ENGINS DE LEVAGE ET MANUTENTION.....	11
16. NETTOYAGE DE LA BASE VIE.....	11
17. PROTECTION DES OUVRAGES.....	11
18. COTES DES PLANS	11
19. NOTES DE CALCULS, DOCUMENTS TECHNIQUES.....	11
20. COORDINATION	12
21. RECEPTION DES SUPPORTS	12

22. ECHANTILLONS	12
23. SECURITE CONTRE L'INCENDIE.....	13
24. PERSONNES A MOBILITE REDUITE.....	13
25. LABEL QUALITEL	13
26. CHARGES CLIMATIQUES.....	13
27. SECURITE, PROTECTION DE LA SANTE.....	13
28. REGLEMENT SANITAIRE	13
29. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	13
30. ETABLISSEMENT DU PRIX.....	14
31. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES EN PHASE EXE.....	14
31.1. MOYENS DE SERVICE	14
31.1.1. BRANCHEMENTS.....	14
31.1.2. INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE CHANTIER	15
31.2. DECHETS DE CHANTIER.....	15
31.3. PRINCIPE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS.....	15

1. EXPOSE DU PROJET



1.1. PREAMBULE

La réalisation de la présente opération consiste à la réalisation d'un City Stade et des aménagements paysagers, sise rue A & E Sommier 77950 Maincy.

Les interlocuteurs du projet sont :

Maîtrise d'Ouvrage

Mairie de Maincy

rue A & E Sommier
77950 Maincy
Tel : 01 60 68 17 12

Maîtrise d'Oeuvre

JMF Ingénierie

5, allée Maurice Ravel
77370 Nangis
Tel : 09.79.20.87.12
Mail : jmf-ingenierie@wanadoo.fr

Bureau de Contrôle

ANDICT

1, Place Praslin
77000 Melun
Tel: 01 64 39 71 55
Mail: contact@andict.fr

Coordonnateur SPS

AQUADYS

45 Avenue Jean Jaurès
77290 Mitry-Mory
Tel: 06 76 18 31 29
Mail: aquadys@gmail.com

1.2. TRANCHES

L'opération sera en une seule tranche

2. DECOMPOSITION PAR LOTS

Ce dossier est présenté en entreprises séparées, mais les entreprises générales ou les groupements sont acceptés. Chaque entreprise reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier ET procédé à la visite des locaux pour établir son offre.

Les localisations des ouvrages et les énumérations des travaux à exécuter, répertoriées dans les devis descriptifs ne sont nullement limitatives, les entrepreneurs doivent tous les travaux pour assurer une parfaite exécution des ouvrages.

- Lot n°00 : Préambule valable pour tous les corps d'état
- Lot n°01 : VRD – Aménagement du City Stade – Espaces verts



3. PRISE DE POSSESSION

3.1. PREAMBULE

L'entreprise titulaire du marché de travaux prendra possession du terrain, elle sera responsable du site qu'elle occupe et des abords publics et privés extérieurs.

Il est rappelé à l'ensemble des intervenants, que les travaux se feront en site occupé.

L'entreprise devra prendre les dispositions notamment pour les livraisons, afin de laisser un libre accès du parking pour le centre de loisirs suivant les heures de fonctionnement de l'établissement.

Il appartiendra aux entreprises de mettre en places les balisages et protections étanches entre les zones chantier et zones d'activités, en concertation avec le MOA, le MOE et le CSPS.

3.2. FORMALITES PRELIMINAIRES, OBTENTIONS DES AUTORISATIONS

L'entrepreneur titulaire du marché de travaux est tenu, avant tout commencement d'exécution et à leur diligence, risques, périls et frais, de remplir auprès des services publics qualifiés, toutes les formalités résultant des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

L'entreprise est responsable de tous recours des propriétaires riverains, publics ou privés dans les cas où elle n'aurait pas attiré en temps utile l'attention du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre sur les difficultés qui pourraient survenir à cet égard, du fait de l'exécution des travaux.

3.3. VISITE DU SITE

Avant de remettre leurs offres définitives, toutes les entreprises devront **obligatoirement** effectuer une visite du site comme précisé dans le règlement de consultation, le récépissé de cette visite délivré par le Maître d'Oeuvre devra être joint à l'offre sous peine de nullité de celle-ci.

3.4. ETAT DES LIEUX – CONSTAT CONTRADICTOIRE

L'entrepreneur prendra possession des lieux en présence du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'œuvre et des autres entreprises. Il fera réaliser à sa charge un constat d'huissier de l'état des locaux concernés par le projet, les parties communes, et des abords sur le domaine public.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun supplément, sous prétexte d'une méconnaissance quelconque de l'état des lieux, des abords, voisinages, accès, ouvrages mitoyens, etc., à l'exception des ouvrages qui n'auraient pu être visités.

L'entrepreneur fera son affaire personnelle de l'aménagement provisoire du terrain après accord du MOA et du MOE, pour les besoins du chantier et cela entièrement aux frais du compte prorata, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit. L'entrepreneur devra rendre les abords extérieurs aux bâtiments dans l'état où il les aura trouvés sous réserve des dispositions prévues au devis descriptif et des ordres qui pourraient lui être donnés en cours d'exécution.

3.5. COMPTE PRORATA



Les frais de gestion et de fonctionnement du chantier seront réglés par un compte prorata forfaitaire suivant convention du lot Gros Oeuvre.

3.6. PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS ET AVOISINANTS

L'entrepreneur, dès son intervention sur le chantier a, à sa charge, la protection efficace et durable de tous les ouvrages existants, et les abords du chantier.

Il est dû à ce titre l'entretien des protections pendant toute la durée du chantier, leur dépose soignée et leur enlèvement.

Il doit être titulaire d'une police d'assurance ou d'un avenant d'extension le couvrant pour les dommages causés aux existants.

3.7. VOIES D'ACCES ET AIRES DE STOCKAGE

L'aménagement des voies d'accès au chantier et des aires de livraison et de stockage ainsi que toutes les modifications nécessitées par l'avancement des travaux sont à la charge de l'entrepreneur pendant toute la durée du chantier.

Les conditions de circulations des engins à proximité du chantier devront être soumises à l'accord des autorités de la commune de MAINCY.

3.8. INSTALLATION DE CHANTIER

L'entrepreneur titulaire du marché de travaux doit soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et du C.S.P.S. les plans d'installation de chantier et notamment, des bureaux de chantier, des zones de stockage, les balisages, les protections, etc., l'ensemble doit être inclus dans les limites du terrain.

Pour l'occupation du domaine public, l'entreprise fera son affaire des démarches auprès des services Techniques de la commune de MAINCY, pour l'implantation des cantonnements et des concessionnaires pour les raccordements.

Ces installations seront aménagées pour l'ensemble des intervenants.

Les installations nécessaires à l'ensemble de tout le personnel du chantier seront conformes au P.G.C.S.P.S. En cas de contradiction entre le présent document et le P.G.C.

Prévoir dans le bureau de chantier la présence permanente d'un dossier complet des pièces écrites et graphiques à jour.

Prévoir un meuble à casiers comprenant 1 case par intervenant pour diffusion des documents.

Les frais des fluides, entretien et propreté de l'ensemble ainsi que le paiement des taxes d'abonnement et de conversations téléphoniques sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché de travaux. jusqu'au complet achèvement des travaux.

L'ensemble des frais de ces installations est à prendre en charge par l'entrepreneur.

3.9. LIMITATION DES NUISANCES

L'entrepreneur titulaire du marché de travaux devra veiller à ce que la propreté la plus grande règne à l'intérieur et aux abords du chantier. Toutes les entreprises devront prendre toutes les précautions pour limiter, dans toute la mesure du possible, la gêne occasionnée aux occupants des immeubles voisins (bruits, vibrations, projections).

Le chantier devra, d'autre part, être conduit de sorte qu'aucun trouble ne soit apporté à la tenue des bâtiments et à son fonctionnement compte tenu de son activité et des ouvrages voisins.

3.10. AFFICHAGE PUBLICITAIRE

Tout affichage publicitaire est interdit.

3.11. MOYENS DE SERVICE

L'entrepreneur titulaire du marché de travaux fera son affaire de l'alimentation du chantier en moyen de service et définira, en temps utile auprès des Services intéressés, les besoins en eau, électricité BT ou éventuellement MT, lignes téléphoniques, le branchement à l'égout provisoire etc. ... nécessaires à la bonne marche du chantier.

3.12. ASSAINISSEMENT

Au cours de la phase préparation, il sera procédé par le titulaire du marché, à un passage caméra pour reconnaissance de l'ensemble des réseaux sous dallage et extérieurs et jusqu'au raccordement sur le collecteur en domaine public.

Ce passage caméra avec établissement de plans de récolement en X-Y et Z, permettra d'avoir une parfaite connaissance des ouvrages existants.

Un nettoyage des réseaux d'assainissement sera prévu en fin de chantier par l'entreprise titulaire du marché de travaux.

Quoi qu'il en soit, l'entrepreneur ne pourra déverser, dans les ouvrages publics, que les eaux débarrassées de tous dépôts solides.

Les entrepreneurs ne pourront arguer de l'absence, pendant la construction du réseau d'assainissement desservant le ou les bâtiments dont ils ont la charge, pour se dérober à ses obligations.

4. VOIES PUBLIQUES

L'entrepreneur sera responsable du nettoyage des abords et de la voirie, au cours de son intervention.

L'entrepreneur défaillant, après constat par le Maître de l'ouvrage et ou le Maître d'œuvre aura à sa charge les frais d'entretien, de réparation et de nettoyage des voies qui seront réalisés par une entreprise désignée par le Maître de l'ouvrage et le Maître d'œuvre.

5. IMPLANTATIONS



Les implantations et vérifications indispensables relatives au terrain (cotes, nivellements, terrassements, etc. ...), seront réalisées par un géomètre à la charge de l'entrepreneur titulaire du marché de travaux.

Après implantation et avant tout commencement des travaux, reconnaissance générale sur place avec les acteurs du projet.

A ce titre, il doit suivre la procédure suivante :

- Points de repère en cotes NGF
Les points de repère doivent être maintenus jusqu'à la fin du chantier (contrôle et entretien par l'entrepreneur).
- L'implantation des axes verticaux et horizontaux.
- Contrôle de l'altimétrie
- Vérifications mensuelles d'implantation, de nivellement et d'aplomb supplémentaires.
- Compte rendu écrit et figuré de chaque contrôle à remettre, en deux exemplaires, au Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire réaliser toutes les vérifications supplémentaires qu'il juge nécessaires et ce, aux frais de l'entrepreneur.

6. TRAITS DE NIVEAUX, TRACAGE

L'entrepreneur doit le battage des traits d'altitude.

Ces traits de niveau sont rattachés à la cote NGF dont le repérage est effectué à chaque niveau.

Tous les traits de niveau sont battus au niveau fini.

7. PANNEAU DE CHANTIER

L'entrepreneur titulaire du marché de travaux doit la fourniture et la mise en place du panneau de chantier, ainsi que l'entretien, les déplacements et modifications du panneau pendant toute la durée du chantier. Panneau d'affichage de dimensions minimales 3,00 x 4,00 m:

Le panneau comportera la description de l'opération, les financeurs et les financements, l'ensemble des intervenants et entreprises, les données administratives légales et délais.

Prévoir 1 panneau

8. RESEAUX EXISTANTS

L'entreprise titulaire du marché de travaux doit toutes les précautions pour la protection et le maintien des canalisations et réseaux techniques existants en service en limite ou à l'intérieur de la propriété. Aucune plus-value n'est accordée pour toutes les sujétions en découlant (étalement, reprises-en sous œuvre, remise en état, etc. ...)

9. C.C.T.P.



Les devis descriptifs sont rédigés en accord avec les documents officiels en vigueur à la date du marché, et notamment :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux.
- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du R.E.E.F. et du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, édités à la date de la remise des offres, et notamment :
 - Les règles de calculs et documents conformes aux D.T.U.
 - Les prescriptions ayant valeur de cahier des charges D.T.U.
 - Les normes AFNOR et notamment les normes P (bâtiment) C (électricité)
 - Les normes U.T.E. – U.S.E.
 - Les directives communes pour l'agrément des différents procédés de fabrication et de mise en œuvre de l'U.E.A.T.C. (Union Européenne pour l'Agrément des Travaux de Construction).
 - Les lois, règlements, décrets et arrêtés en vigueur.
 - Les avis techniques du C.S.T.B. agréés par le S.T.A.C., pour les procédés de construction et ouvrages et matériaux non traditionnels.

L'entrepreneur est tenu de se conformer à ceux-ci et de suivre les prescriptions qui y sont contenues dans la mesure où les documents remis par le Maître d'œuvre ne comportent pas de précisions particulières différentes.

Pour toute fourniture et mise en œuvre de matériaux, matériels et procédés, qui ne répondraient pas aux prescriptions ci avant, les entrepreneurs doivent produire obligatoirement l'avenant justifiant l'extension de garantie dans le cadre de la loi 78.12 du 4 janvier 1978. Il indiquera également le classement FACA

Pour les ouvrages non traditionnels, sans avis technique, les entrepreneurs doivent les frais inhérents éventuels à la mise en place d'une ATEX et d'un cahier des charges accepté par un organisme de contrôle agréé.

Dans le cas où les ouvrages décrits dans les devis descriptifs ne figureraient pas dans ces documents, normes, etc. , ou en différeraient par leur conception, l'entrepreneur doit se conformer à l'esprit de ces documents, quant à la qualité et à la mise en œuvre des matériaux.

Pour les articles qui pourraient comporter des indications opposées à celles des documents cités, sans qu'aucune spécification expresse du Maître d'œuvre n'ait été faite, les entrepreneurs doivent toujours en référer à ce dernier.

Dans les C.C.T.P., le Maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions, et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif, et que l'entrepreneur doit exécuter, comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, tous les travaux nécessaires et indispensables à l'achèvement complet concernant la construction projetée, y compris toutes sujétions.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra arguer que des erreurs ou des omissions aux plans et aux devis, puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux, ou fassent l'objet d'une demande de suppléments de prix.

10. CONNAISSANCE DES AUTRES CORPS D'ETAT, LIMITE DES PRESTATIONS

10.1. GENERALITES



L'appel d'offres est lancé en entreprise général ou groupement, chaque entrepreneur reconnaît connaître l'ensemble du dossier et avoir analysé les interfaces entre chaque lot lui permettant d'éliminer les doubles emplois ou de compléter les omissions.

Toutes erreurs, doublons ou manque devront faire l'objet de questions dans la période de l'appel d'offre et dans les délais impartis.

Eventuellement, les entreprises peuvent établir un mémoire technique à joindre à son offre

10.2. NOTION DE FORFAIT DE L'OFFRE

Il lui appartient de déclarer ou non les erreurs qu'il aurait pu découvrir lors de son étude auprès de la Maîtrise d'œuvre, mais dans tous les cas aucune réclamation ne sera acceptée dans le cadre de son forfait.

Après la date de remise des offres, aucune entreprise ne pourra arguer du caractère incomplet des documents en sa possession pour revaloriser son offre.

11. PROVENANCE DES MATERIAUX ET ARTICLES IMPOSES

Tous les matériaux, fournitures, articles de fabrication spéciale, etc. ... devront être obligatoirement neufs.

Les références à des marques dans le présent descriptif n'ont pas pour objet d'exclure d'autres fabrications qui leur seraient équivalentes et qui pourront être acceptées, si elles sont reconnues par le Maître d'œuvre comme satisfaisant aux spécifications.

Pour la soumission de base, les entrepreneurs s'engagent à mettre en œuvre le matériel dont les types, marques et références sont équivalentes à celles qui figurent au présent dossier.

Les matériels prescrits en base seront automatiquement présentés par les entreprises avant présentation des matériels équivalents.

Les matériaux ou articles de fabrication spéciale dont les marques et provenance sont spécifiées au cours des devis descriptifs, de même que ceux suivis des mentions «équivalent» ou «genre», pourront être remplacés par des matériaux ou articles de fabrication différente, sous réserve de l'autorisation écrite du Maître d'œuvre sur justification écrite et détaillée de l'entreprise, se rapportant à l'équivalence de qualité et de prix.

12. TROUS, SCELLEMENTS, PERCEMENTS, CALFEUTREMENTS, FOURREAUX

L'entrepreneur reconnaît comme étant implicitement compris dans leur prix forfaitaire, tous les travaux de réalisation de trous, de saignées, de scellements, de bouchage, de percements, de calfeutrements, d'incorporation de fourreaux etc. ..., indispensables pour la terminaison de l'ouvrage.

Les délais d'études et d'approbation seront fixés par le calendrier détaillé définitif d'exécution.

Dans le cas où les renseignements ou la réalisation de tous les ouvrages vus ci-avant seraient erronés, les entreprises se verront dans l'obligation de rectifier les erreurs par tous les moyens à leurs frais et dans les délais contractuels.

Par ailleurs, le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser tout percement dangereux pour l'ouvrage, ainsi que toutes solutions de remplacement qui sont techniquement insuffisantes ou inesthétiques.

L'entreprise en cas de défaillance supportera toutes les conséquences de ces refus et doit prendre toutes les dispositions nécessaires à sa charge pour aboutir à une solution valable agréée par le Maître d'œuvre.

13. CONTROLE ET ESSAIS

Dans le cadre du contrôle technique institué par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et ses décrets d'application, les entrepreneurs devront justifier de la réalisation des essais de vérification et autocontrôle.

En particulier, afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer à sa charge, avant réception, les essais et vérifications figurant sur les listes établies par le COPREC (Comité des Organismes de Prévention et de Contrôle Technique), dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Documents techniques COPREC du cahier spécial n°4899 paru au Moniteur du 17 octobre 1997.

L'entrepreneur a à sa charge également, tous les frais de contrôles et d'essais de ses matériaux (éprouvettes, etc. ...) conformément aux demandes faites par le Maître d'Oeuvre, le Bureau de Contrôle ou le B.E.T.

En règle générale :

- Tous les équipements d'ordre mécanique ou électrique font l'objet d'essais avant réception. Les essais acoustiques, sécurité, doivent être conformes aux prescriptions du fournisseur et aux normes imposées.
- Des essais complémentaires peuvent être demandés en cours de travaux ou à leur réception, soit en usine, soit sur le chantier.

Au cours de l'opération et à des dates fixées en fonction du calendrier des travaux, il est procédé aux contrôles intermédiaires suivants, étant entendu qu'en ce qui concerne les canalisations diverses "T.C.E." devant être cachées par des gaines maçonnées.

- réseaux EP
- Niveau sonores
- Stabilité des ouvrages
- Planimétrie et état des surfaces des sols.

Les matériels divers de mise en œuvre font obligatoirement l'objet d'une réception avant utilisation.

L'entrepreneur titulaire du marché de travaux doit, dans sa prestation, tous matériels, matériaux, personnels, consommables, énergies et fluides nécessaires aux essais de leur installation.

14. MISES HORS D'EAU-HORS D'AIR PROVISOIRES

L'entrepreneur assure, pendant toute la durée des travaux, et ce jusqu'à la réalisation de la dalle, la protection des formes.

15. ENGINS DE LEVAGE ET MANUTENTION

L'entreprise est tenue de disposer de ses propres moyens de levage et de manutention pour l'exécution de ses ouvrages.

16. NETTOYAGE DE LA BASE VIE

L'entrepreneur titulaire du marché de travaux aura la charge du nettoyage courant de la base vie, pendant toute la durée des travaux.

il sera tenu de nettoyer sa zone de chantier et de procéder à l'évacuation journalière de ses gravats et emballages divers en DP.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des nettoyages généraux de chantier par une entreprise extérieure de nettoyage si les stipulations précédentes ne se trouvent pas respectées, à la charge de l'entreprise défaillante.

Nettoyage, lavage de la totalité du chantier en fin de travaux et avant la réception. Ce nettoyage concerne tous les ouvrages extérieurs et espaces verts.

17. PROTECTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur doit la protection efficace de ses ouvrages et fournitures avant et après mise en place sur le chantier et ce, pendant toute la durée du chantier.

Les réparations ou remises en état nécessaires à la suite de fautes de dégradations sont exécutées selon les ordres que donne le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage.

18. COTES DES PLANS

L'entrepreneur est tenu de vérifier avant toute exécution, toutes les cotes portées aux plans qui lui sont fournis par le Maître d'œuvre.

Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins à grandeur d'exécution. En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de côtes, les entrepreneurs doivent en référer au Maître d'œuvre, qui fait lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

19. NOTES DE CALCULS, DOCUMENTS TECHNIQUES

L'entrepreneur doit établir à sa charge, d'après les plans, et documents du Maître d'œuvre ses propres plans de chantier, d'usine, de détails, calepins ou épures, notices explicatives, tracés, et joindre toutes justifications nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage.

Ces documents doivent être soumis avant toute exécution au visa du Maître d'œuvre et du Contrôle Technique. Le nombre exact, ainsi que le délai dans lequel doivent être remis les documents, sont déterminés par le Maître d'œuvre, avec un minimum de 5 exemplaires (1 pour le Maître de l'ouvrage, 1 pour le Maître d'œuvre, 1 pour le bureau de contrôle, 1 en retour pour l'entreprise après visa, 1 pour la cellule de synthèse)

20. COORDINATION

L'entreprise mandataire en cas de groupement devra assurer directement de la diffusion des documents aux autres partenaires, MOA-MOE BC et CSPS, avec copie des BE au MOE, suivant point de coordination sous le conduite du MOE

21. RECEPTION DES SUPPORTS

Les prescriptions des DTU, les devis descriptifs et le présent document précisent les tolérances, planimétries, états de surfaces, arases, etc. des différents ouvrages.

Lorsque des ouvrages constituent le support d'une autre prestation, l'entrepreneur devra assurer la réception contradictoire de ces supports.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de prendre les mesures nécessaires pour assumer la qualité d'ouvrages exigée. Les travaux supplémentaires qui résultent de la mauvaise exécution des supports sont à la charge de l'entrepreneur titulaire du marché de travaux.

Par le fait de soumissionner, l'entreprise s'engage à s'en remettre aux ordres du Maître d'œuvre.

22. ECHANTILLONS

L'entrepreneur devra obligatoirement déposer chez le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage ou dans tout autre lieu du chantier qui lui sera désigné, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de son marché.

Il fournira, sur les pièces ainsi déposées, tous les renseignements qui leur sera demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'ouvrage.

Les échantillons fournis deviendront la propriété du Maître de l'ouvrage.

Les échantillons seront obligatoirement fournis dans un délai maximum de deux semaines suivant la date de l'OS de démarrage des travaux et feront l'objet d'un inventaire détaillé comprenant les références, numéros de série ou de type, couleur, description sommaire.

La liste des matériaux ou matériels sera adressée en quatre exemplaires au Maître d'œuvre, qui donnera ou refusera son accord en fonction du devis descriptif.

Les échantillons fournis concerneront les matériaux de parement, de revêtements de sols, d'équipement, les matériels ou quincaillerie des menuiseries, des serrureries, , les matériaux ou produits manufacturés, les fournitures spéciales, etc. ... Cette liste n'est pas limitative.

L'entrepreneur fournira, au Maître de l'ouvrage et au Maître d'œuvre, deux exemplaires à chacun, tous les documents photographiques qui lui seront demandés concernant les ouvrages qu'il aura exécuté.

Tous les échantillons seront présentés suivant les formes approuvées par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvre tiendra à jour le registre d'approbation des échantillons

23. SECURITE CONTRE L'INCENDIE

Sans objet

24. PERSONNES A MOBILITE REDUITE

L'aire de jeux du City Stade, sera accessible aux personnes à mobilité réduite, suivant réglementation en vigueur.

25. LABEL QUALITEL

Sans objet

26. CHARGES CLIMATIQUES

Application des règles NV 65 modifié 99 et annexes N 84 modifiés 2000.

Neige : prendre en compte une ZONE 1A.

Vent : prendre en compte une ZONE 2.

27. SECURITE, PROTECTION DE LA SANTE

L'entrepreneur est tenu de respecter les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur et de suivre les prescriptions du coordinateur de sécurité et de la protection de la santé avant la remise de son offre (documents du CSPS joints au présent dossier) et en cours de chantier sur demandes du même CSPS.

Compte tenu du maintien de l'activité du centre de loisirs et de la salle de sports, l'ensemble des approvisionnements en matériaux et matériels devront réalisés suivant les créneaux horaires définis avec le Maître d'Ouvrage afin de ne pas bloquer le parking.

De plus, compte tenu de l'accès au site par le parking depuis la rue A et E Sommier, la présence d'un homme manœuvre sera obligatoire.

L'entreprise devra la mise en place de balisage routier sur la rue A et E Sommier, y compris les demandes d'arrêtés de voirie.

28. REGLEMENT SANITAIRE

L'entrepreneur est tenu de respecter le règlement sanitaire en vigueur.

29. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Pour la réception des travaux, entrepreneur titulaire du marché doit fournir au Maître d'Oeuvre, en 4 exemplaires plus un support informatique DxF, DWG et compatible Autocad, une documentation technique complète sur tous les ouvrages exécutés, soit :

1. Dessins correspondant à la série de plans contractuels et aux dessins de détails établis en cours

d'exécution :

a) les plans d'ensemble de gros œuvre, VRD et corps d'état secondaires.
b) pour tous les corps d'état techniques, les schémas des installations sur plans avec indications des équipements.

2. P.V. d'essais établis par l'entreprise et visés par le Maître d'œuvre, le Bureau de Contrôle et le Consuel. Notice, en traduction française s'il y a lieu, de fonctionnement et d'entretien pour les corps d'état Electricité.
3. P.V. des matériels employés.
4. Liste et notice des matériels et matériaux mis en œuvre indiquant les désignations exactes (noms et adresses des constructeurs).
5. Copie de quittance de paiement des primes et des polices d'assurances, y compris ceux des sous-traitants.

Pour tout dépassement du délai pour la remise des pièces, il est appliqué une pénalité conformément au CCAP.

En aucun cas l'entrepreneur ne peut être soldé avant la remise de ces documents.

30. ETABLISSEMENT DU PRIX

L'entrepreneur avant d'établir son prix devra impérativement prendre connaissance du terrain et des bâtiments avoisinants

Un récépissé de visite sera exigé à la remise de l'offre.

31. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES EN PHASE EXE

- Vues en plan par niveau à l'échelle 1/50^{ème}
- Coupes au 1/50^{ème} suivant coupes architecte du dossier marché et besoins exprimés par la CdS et la Maîtrise d'œuvre (les réseaux seront repérés en section et en altimétrie).
- Détails significatifs au 1/20^{ème}.

31.1. MOYENS DE SERVICE

31.1.1. BRANCHEMENTS

L'entrepreneur fera son affaire de l'alimentation de service du chantier. L'entrepreneur souscrira directement auprès des concessionnaires :

- Un branchement d'eau.
- Un branchement téléphonique.
- Un branchement électrique.

Le coût des raccordements aux réseaux est à la charge de l'entrepreneur titulaire du marché.

Les frais de consommation seront à sa charge.

31.1.2. INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE CHANTIER

A partir du tableau extérieur au niveau de la salle Robert Dubois, l'entreprise devra les installations électriques nécessaires aux besoins du chantier.

31.2. DECHETS DE CHANTIER

Les déchets de chantier seront traités en application de la circulaire du 15/02/00 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics.

Les déchets seront triés sur le chantier et évacués dans les décharges où ils pourront être valorisés.

Les déchets feront l'objet de fiches de suivi, avec nature des déchets, lieu de décharge et quitus de prise en charge des déchets par le centre de traitement ou de décharge.

Lors de la phase de préparation de chantier, l'entreprise titulaire du marché de travaux devra mettre au point un schéma d'organisation et de suivi des déchets (SOSED).

Ce SOSED sera présenté au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage et devra préciser :

- Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les moyens de contrôle, de suivi, de traçabilité qui seront mis en œuvre.

31.3. PRINCIPE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS

Les plans et note de calcul seront diffusés selon le principe suivant :

- 1 exemplaire au Maître d'ouvrage pour information.
- 2 exemplaires à l'architecte + fichiers informatiques correspondants.
- 2 exemplaires au bureau de contrôle.
- Eventuellement 1 exemplaire au CSPS pour avis.
- Copie du bordereau de diffusion à l'OPC.
- Toutes les entreprises concernées.
- 1 exemplaire + fichiers informatiques à la cellule de synthèse.

FIN DU LOT N° 00